

"Vers une guerre commerciale entre l'URSS et le Marché commun?" dans Le Monde (5 juin 1962)

Légende: Le 5 juin 1962, le quotidien français Le Monde fait le bilan des relations commerciales entre l'Union soviétique et l'Europe occidentale suite à la création de la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 15.06.1962, n° 5 414. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"vers_une_guerre_commerciale_entre_l_urss_et_le_marche_commun_"_dans_le_monde_5_juin_1962-fr-221c8914-8e88-4656-af5e-158529ed3a0e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Vers une guerre commerciale entre l'U.R.S.S. et le Marché commun ?

Par Pierre Drouin

Des paroles, M. Khrouchtchev est passé aux actes contre le Marché commun. Une fois de plus, peu soucieux d'habiller une revendication fracassante, ne s'embarrassant pas de savoir quels sont les usages reconnus dans le « code » pourtant très sourcilieux du commerce international établi par le G.A.T.T., (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), oubliant qu'un protocole franco-soviétique de novembre 1958 avait reconnu précisément que la participation de la France à une union douanière (celle des Six) pouvait légitimer une exception à la règle de la « nation la plus favorisée », le gouvernement de l'U.R.S.S. lance un nouveau défi.

La brutalité de cet assaut contre le Marché commun est à la mesure du réveil de M. Khrouchtchev. Comme la Grande-Bretagne durant les deux premières années d'existence de la C.E.E., l'U.R.S.S. n'a pas cru vraiment que l'arbre européen pourrait pousser très loin ses racines. La demande d'adhésion de la Grande-Bretagne, les accords de Bruxelles sur la politique agricole commune, la « théorie » des nations européennes se pressant aux portes des Six pour négocier l'entrée ou l'association, le projet de désarmement douanier de M. Kennedy, les perspectives d'union politique, les demandes pressantes des Africains associés pour le renouvellement du contrat avec les... « impérialistes » de la C.E.E., tout cela a fini par ouvrir les yeux de M. Khrouchtchev. Et ce qu'il a vu alors ne paraissait pas du tout conforme à sa version de la compétition avec le monde occidental. Comble d'infortune, ce qui lui paraissait être un ver dans le fruit du Marché commun, la rivalité franco-allemande, s'est transformé en ferment d'unité.

Des risques à long terme

La réaction de Moscou est donc d'abord politique. La croissance d'une nouvelle puissance européenne, même institutionnellement informelle, gêne l'U.R.S.S. Mais ce serait simplifier exagérément les choses de ne voir que du dépit dans l'attitude soviétique. Comme les États-Unis, comme le Commonwealth, comme les « neutres » d'Europe, comme généralement tous ceux qui resteront en dehors du Marché commun. L'U.R.S.S. craint de voir perturbés ses échanges avec les « happy few » de la C.E.E., qui abritera tout de même une dizaine de pays dynamiques, si tout va bien.

A l'heure actuelle, le risque est minime. A plus long terme, lorsque l'Union douanière européenne fera pleinement sentir ses effets et que les ventes soviétiques seront plus diversifiées, les possibilités d'élargissement des accords bilatéraux avec l'U.R.S.S. pourraient être freinées.

La manière dont les Russes ont intempestivement introduit, dans la négociation avec la France, une revendication dont ils savaient pertinemment qu'elle serait repoussée pourrait donner à penser que nous assistons à la première phase d'une véritable « guerre commerciale » avec le Marché commun. En fait il s'agit bien plutôt d'une tentative d'intimidation, l'U.R.S.S. ayant beaucoup plus à perdre que l'Europe dans une offensive de grand style avec la C.E.E.

En proposant en octobre une « négociation douanière » avec la France, le gouvernement soviétique agit au fond dans le même sens que l'administration américaine soucieuse, elle aussi, d'éviter des dommages commerciaux du fait du développement du Marché commun. Avec cette différence toutefois que les échanges dans le sens Europe-U.R.S.S. ne dépendent absolument pas des tarifs douaniers, mais des exigences de la planification soviétique.

Une négociation avec l'U.R.S.S. pour l'abaissement du tarif extérieur commun – qui n'est pas impensable et pourrait même être souhaitable – se présenterait donc de manière singulièrement épineuse, car les interlocuteurs ne parlaient pas sur la même... longueur d'onde. Deux conditions au moins seraient requises : 1) que les Six arrêtent une position commune sur leur comportement commercial vis-à-vis de l'Union soviétique : 2) que l'U.R.S.S. entre au G.A.T.T. afin qu'on puisse tout de même essayer de trouver une langue commune.

Il est certain en tout cas que tout doit être tenté pour éviter non seulement une guerre commerciale entre l'Est et l'Ouest, mais la cristallisation de blocs économiques. Faute d'un « pont » idéologique, le commerce reste une bonne passerelle entre les deux mondes.